

## Quelle politique industrielle pour la transition énergétique et la PPE ?

La note gouvernementale sur la politique industrielle de l'énergie, fuitée dans la presse<sup>1</sup> le 28 octobre 2018, inquiète sur le sérieux de la stratégie énergétique considérée par le Gouvernement. Cette *roadmap* technologique est révélatrice d'une vision fondée sur une hiérarchisation des enjeux, quand **la transition énergétique requiert une approche globale et cohérente**. Elle se focalise sur le seul débat de l'électricité et des moyens de production, quand les enjeux climatiques appellent avant tout à une politique ambitieuse de maîtrise de nos consommations énergétiques.

L'analyse critique de ce document que nous portons ici est **un appel à ne pas construire la politique énergétique de la France des dix prochaines années sur un attentisme dépassé** ; nous ne pouvons imaginer que cette feuille de route technologique soit représentative de la qualité de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) à venir. **La transition énergétique est une opportunité économique et stratégique, saisissons-la en bâtissant une réelle politique industrielle et sociale permettant une transition réussie des territoires et une résorption de la précarité énergétique.**

### → Industrie et transition énergétique, une feuille de route pour quoi faire ?

La PPE doit fixer un cadre pour la transition énergétique en France pour les 10 années à venir, apportant ainsi une stabilité des orientations devant permettre aux industries d'investir dans les filières d'avenir.

Alors que la France a accumulé les retards sur les filières d'énergies renouvelables, et que les enjeux sont beaucoup plus nombreux sur les usages de l'énergie, la note sur la politique industrielle de l'énergie que le Journal du dimanche a rendue publique ne propose aucune analyse des forces et faiblesses actuelles de l'industrie française, ni aucun objectif plus précis que la valorisation du *Made in France*.

Établir une liste à la Prévert de solutions non hiérarchisées, sans aucun chiffrage, ignorer toutes les dynamiques en cours, y compris sous le pilotage de l'État, et convier prioritairement les grands énergéticiens en ignorant les consommateurs et les industriels innovants... laisse craindre que les enjeux, les dynamiques et les acteurs de la transition ne sont pas compris.

Si d'innovations nous avons besoin, il s'agit avant tout d'innovations politiques, sociétales et culturelles. Aujourd'hui les freins à la transition ne sont pas essentiellement techniques, d'autant que l'on s'oriente vers l'économie de la fonctionnalité, la notion de service énergétique, l'économie circulaire, qui nécessitent d'abord de l'innovation dans l'organisation des entreprises et dans leur relation à leur environnement, avant l'innovation technologique. Une feuille de route technologique aurait un sens si elle s'inscrivait comme une opportunité pour l'économie française dans le cadre d'une politique globale et cohérente de transition énergétique.

---

<sup>1</sup> Nucléaire et énergie : le document de travail du gouvernement, Journal du dimanche, disponible sur : <https://fr.scribd.com/document/391799215/Nucleaire-et-energie-le-document-de-travail-du-gouvernement>

## → Analyse de la feuille de route technologique

Les auteurs de ce document semblent méconnaître aussi bien les enjeux – y compris industriels – de la transition énergétique que les dynamiques en cours, les acteurs, les politiques déjà en place, etc. **Il n'y a pas de cohérence d'ensemble, c'est un catalogue de mesures et d'orientations parcellaires, sans orientation générale.**

### La production d'électricité

Sans surprise, cette feuille de route identifie comme premier enjeu la production d'électricité, alors que, une fois encore la priorité n'est pas là. Le nucléaire et ses enjeux monopolisent l'attention des pouvoirs publics depuis plusieurs décennies, avec la perspective d'un EPR2 dont les attentes – notamment en terme de coût – semblent être celles déjà exprimées autour de l'EPR1 lors du débat public de 2005.

En dehors du nucléaire, une attention particulière est également portée au photovoltaïque centralisé. Cette orientation donnée plus généralement à un modèle très centralisé reflète **une méconnaissance des filières industrielles françaises et des acteurs de terrain**. Dans le cas du photovoltaïque, le « contenu industriel français du système énergétique » est aujourd'hui porté par des PME positionnées sur l'ensemble de la chaîne de valeur du photovoltaïque, et notamment sur l'amont (par exemple fours industriels) et l'aval (services). Ces PME jouent un rôle clé dans la valorisation des innovations françaises à l'international.

Construire un plan solaire avec les « têtes de file » que sont les énergéticiens EDF, Engie et Total, occulte donc une grande partie de l'industrie française. Elle laisse également en marge les territoires, qui ont pourtant un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre de la feuille de route de fermeture des réacteurs et la gestion de la transition économique et sociale vers de nouveaux modèles économiques centrés sur la transition énergétique.

### Le bâtiment

Le deuxième enjeu identifié est d'accroître le contenu industriel français du système énergétique. La note se concentre sur quelques secteurs/technologies, mais en oublie de nombreux autres. Comment, par exemple, n'évoquer que les chauffagistes dans la liste des entreprises du bâtiment impactées par la transition énergétique dans ce quinquennat ? Dans le bâtiment, tout est-il affaire d'équipements de chauffage ? Le principal enjeu industriel est-il là ? Assurément non. C'est une vision globale de la rénovation énergétique des logements qu'il faut défendre, dans laquelle sont impliquées les fabricants d'isolant, de ventilation, de fenêtres, ... et les entreprises qui posent ensuite ces équipements. Un enjeu fort relève de la formation de l'ensemble de ces professionnels pour **mettre en place une véritable industrie de la rénovation complète et performante**.

### La mobilité

Ce sujet est traité de façon très légère dans cette feuille de route, alors même que l'industrie a évidemment un rôle important à jouer en terme de décarbonation des transports.

Le principal levier – et c'est criant quand on voit qu'un trajet sur quatre effectué en voiture fait moins de 3 km – reste la sobriété et l'efficacité des usages : télétravail, covoiturage, report modal, ... sont autant d'actions à mettre en œuvre de manière ambitieuse. **La nécessité de sortir de la dépendance à la voiture se pose encore davantage aujourd'hui dans le cadre du débat autour de la fiscalité des carburants.** À ce titre, les industries du vélo, du transport ferroviaire ou des transports en commun urbains doivent également être prises en compte par l'Etat dans une politique globale de transition énergétique.

Le focus sur les voitures que l'on retrouve dans cette feuille de route technologique est donc regrettable, même si les constructeurs automobiles ont bien entendu leur part à jouer dans cette transition énergétique. **Mais l'action ne saurait se résumer au seul déploiement des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.** La course à la puissance qu'ils se livrent doit impérativement être freinée, au profit de nouveaux modèles plus sobres.

### Les énergies renouvelables

Le troisième enjeu est relatif à la souveraineté d'approvisionnement. Pour la garantir, comment ne pas évoquer la nécessité de basculer vers 100 % d'énergies renouvelables, disponibles sur notre territoire ? Rappelons à ce titre que **l'uranium aurait eu sa place dans la liste des matières importées, aux côtés des hydrocarbures, du gaz naturel et des terres rares.**

Au-delà de la nécessité de sécuriser nos approvisionnements en énergie, le déploiement d'énergies renouvelables électriques et de bioénergies est un formidable moyen de développer un tissu industriel sur

l'ensemble de notre territoire. Conception, fabrication, installation, maintenance, autant d'étapes pourvoyeuses d'emploi localisables en grande partie dans l'Hexagone.

## L'offre technologique bas-carbone

Le quatrième et dernier enjeu identifié traite de l'offre technologique bas-carbone. Si on peut se réjouir de l'affirmation selon laquelle « les subventions aux énergies renouvelables électriques [...] restent modérées », on pourra une nouvelle fois déplorer le focus très réducteur établi sur quelques produits. Toute action relevant de la sobriété énergétique est occultée, alors que nombre d'entre elles sont liées au secteur industriel.

Mais plus globalement c'est l'ensemble de ce secteur qui doit s'engager vers la neutralité carbone. Cela passe bien évidemment par la réduction des consommations des procédés industriels - en particulier ceux fortement consommateurs d'énergie (ciment, verre, acier, etc.), pas seulement. **Dans tous les secteurs industriels, sobriété et efficacité peuvent améliorer la compétitivité des entreprises françaises.** Les potentiels sont considérables.

L'intégration de davantage de matériaux recyclés doit également être renforcée. Outre ses gains énergétiques, elle permettra de réduire notre dépendance à l'importation de certains métaux dont la disponibilité pourrait s'amenuiser dans les prochaines décennies.

Si l'innovation doit bien entendu être renforcée dans de nombreuses filières, elle ne doit pas se confondre avec paris technologiques ou économiques. La capture-séquestration de carbone ou le déploiement à grande échelle de véhicules hydrogènes ne sont pour l'instant que des mirages qui ne doivent pas nous détourner des solutions fiables déjà existantes. Il faut au contraire compter sur l'innovation dans les filières réellement prometteuses, rendue possible notamment grâce à l'agilité de nouveaux acteurs industriels émergents.